

Questions Orales

L'hon. Don Mazankowski (ministre suppléant de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, nous avons reçu ces instances et nous les avons mises à l'étude. Nous avons effectivement l'espoir que tous les constructeurs automobiles voudront bien avec le temps réaliser l'objectif mentionné par le député.

• (1420)

LA POSITION DU MINISTRE

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, je demanderai simplement au ministre suppléant pourquoi, quand il s'agit des constructeurs étrangers, des Coréens et des Japonais, il se contente d'espoirs. Ne comprend-il pas que les 133,000 travailleurs canadiens de l'automobile, en emploi dans les centaines de localités qui comptent sur la bonne marche de l'industrie automobile, attendent autre chose du ministre que des vœux pieux? Est-ce qu'il ne veut pas s'engager à amener les constructeurs étrangers à se plier aux mêmes règles de contenu et de production que les constructeurs nord-américains? Pourquoi veut-il exposer ce secteur canadien actuellement bien portant? Qu'on nous donne un engagement aujourd'hui même!

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, je ne manquerai pas d'étudier la demande du député, en observant qu'il est contre les investissements des Coréens, des Japonais et des autres étrangers...

M. Gray (Windsor-Ouest): Je n'ai jamais dit cela.

M. Mazankowski: ... dans l'industrie automobile canadienne, ce que je regrette beaucoup.

M. Gray (Windsor-Ouest): Vous déformez sciemment la vérité.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LE PACTE DE L'AUTOMOBILE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Les fabricants d'automobiles, les fabricants de pièces détachées et Bob White nous ont dit ce matin que c'étaient les garanties inhérentes au Pacte de l'automobile qui avaient permis le progrès et la création d'emplois dans ce secteur dont le premier ministre a parlé mardi soir. Le gouvernement va-t-il clairement affirmer la nécessité de maintenir les garanties du Pacte de l'automobile dans l'intérêt de l'avenir de cette industrie?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, pour la onzième fois, je crois, je réponds que le gouvernement du Canada estime que le Pacte de l'automobile sert correctement les intérêts du Canada, et que nous ne voyons aucune raison de modifier un système qui marche. Puis-je demander au député si le député d'Oshawa lui avait donné la permission de rencontrer Bob White?

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Langdon: Monsieur le Président, nous avons aussi la permission de rencontrer Moe Closs, le dirigeant de Chrysler, qui nous a dit exactement la même chose que Bob White au sujet de l'avenir de cette industrie et des menaces qui pèsent sur cet avenir du fait de l'inexistence d'une politique du gouvernement à cet égard.

LES INSTRUCTIONS DONNÉES AU NÉGOCIATEUR

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, voici ma question supplémentaire: Puisque Simon Reisman a écarté la nécessité de disposer de garanties dans le cadre du Pacte de l'automobile, le ministre peut-il donner à la Chambre l'assurance qu'il a, ou que le premier ministre a ordonné à M. Reisman de se battre pour préserver ces garanties du pacte de l'automobile en dépit de son point de vue personnel?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je remercie le député de sa réponse. Je puis l'assurer pour la onzième fois, je crois...

Des voix: Douzième.

M. Clark (Yellowhead): ... que M. Reisman se conforme aux instructions du Conseil des ministres du Canada dans ces négociations.

M. Langdon: Monsieur le Président, je dois dire que la teneur de ces instructions reste bien obscure vu l'extrême diversité des signaux que nous recevons.

ON DEMANDE QUE LES DISPOSITIONS DU PACTE DE L'AUTOMOBILE S'APPLIQUENT AUX FABRICANTS CORÉENS ET JAPONAIS

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, je voudrais savoir si le gouvernement va maintenant exiger les mêmes garanties des fabricants coréens et japonais de façon à ce que les règles du jeu soient les mêmes au Canada et à ce que les entreprises qui produisent pour le secteur automobile et qui créent des emplois pour les Canadiens soient à égalité?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je ne pense pas que cette suggestion s'adresse particulièrement à moi; je vais toutefois, au nom du gouvernement, prendre note de cette suggestion du député, à laquelle nous accorderons autant d'attention qu'à toutes ses autres suggestions.

ON DEMANDE QUE LES DISPOSITIONS S'APPLIQUENT AUX FABRICANTS ÉTRANGERS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui nous a répété à plusieurs reprises à quel point il importait de conserver l'Accord sur l'automobile. Comment peut-on bien protéger l'engagement sacré, si l'on peut dire, que représente l'accord sur l'automobile, alors que des fabricants étrangers qui ne sont pas assujettis aux règles de cet accord détiennent à l'heure actuelle 30 p. 100 du marché automobile au Canada? N'importe-t-il pas que ces règles s'appliquent également à eux, afin de s'assurer qu'au cours de ces négociations, l'accord sur l'automobile puisse être totalement préservé?